



EUROCAM (Euro-Complementary & Alternative Medicine) et son action pour réduire la prescription antibiotique

L'ONU, l'OMS et l'OIE ont lancé au début des années 2000 l'initiative « ONE HEALTH » (« une seule santé ») qui promeut une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale avec, en particulier, l'objectif de limiter les maladies émergentes. Une application concrète en est le « One Health Action Plan » contre l'augmentation de la résistance aux agents antimicrobiens (AMR) dont l'un des objectifs est de développer la recherche et l'innovation pour combler les lacunes actuelles en matière de connaissances relatives à de possibles nouvelles solutions pour prévenir et traiter les maladies infectieuses.

L'utilisation de traitements des infections non-antibiotiques efficaces et sûrs est l'une des stratégies envisageables pour réduire l'usage (inapproprié) des antibiotiques (AB). Les thérapies complémentaires et la médecine intégrative (TC-MI) sont des voies possibles pour aller dans ce sens et renforcer la résilience des humains et des animaux aux infections. De nombreux essais dans les élevages, souvent couronnés de succès, ont été réalisés pour prévenir les conséquences infectieuses de la trop grande promiscuité des animaux dans les élevages intensifs (ochlopathologie) sans usage d'AB, comme cela a été malheureusement le cas pendant plusieurs dizaines d'années... et le reste hélas dans de nombreux pays. Il est évidemment bien plus délicat d'expérimenter pour réduire la consommation d'AB chez les humains, pour d'évidentes raisons éthiques et sanitaires, même si la campagne « les antibiotiques c'est pas automatique » avait permis en France, leader européen de leur consommation, de réduire leur prescription d'environ un quart... sans apparente conséquence négative sur la santé de la population ! Leur consommation est hélas repartie à la hausse depuis l'arrêt de la campagne.

C'est à cette tâche que s'est attelé le consortium EUROCAM (Euro Complementary & Alternative Medicine) dont l'objet est la mise en relation au niveau européen des sociétés savantes travaillant dans ces champs en vue de la réalisation de travaux de validation et de leur publication pour la promotion des thérapies complémentaires efficaces et sûres. Dans ce cadre, EUROCAM a lancé il y a quelques années un projet appelé JPIAMR (Joint Programme Initiative for AMR) supporté financièrement par l'organisation néerlandaise pour la recherche et le développement en santé. Les principaux objectifs de ce programme étaient de produire :

- ▶ Une synthèse des connaissances scientifiques et d'experts sur le traitement des infections de l'arbre respiratoire supérieur (ARS) par les TC-MI ;
- ▶ Un document guide et un premier concept d'arbre décisionnel fondé sur les preuves et les avis d'experts pour tous les médecins européens ;
- ▶ Une plateforme de communication sur la contribution des TC-MI pour la réduction de la prescription des AB.

Ce consortium a souhaité m'associer à ses travaux, non directement impliqué dans JPIAMR, en tant qu'expert en Santé Publique et ex-président du comité scientifique sur les risques émergents et nouvellement identifiés sur la santé (SCENIHR) de la Direction Santé de la Commission Européenne. Au cours de ces années, ont été ainsi réalisés :

- ▶ Une revue de la littérature relative à la contribution des TC-MI dans les stratégies de traitement des infections, incluant des produits médicinaux et une approche de la fièvre sans antipyrétiques, montrant leur caractère prometteur mais une absence assez généralisée d'évidence scientifique de haute qualité ;
- ▶ Une revue systématique des revues systématiques de type COCHRAN montrant qu'il existe des traitements spécifiques d'efficacité prouvée, pour le traitement par TC-MI des infections de l'ARS non compliquées ;
- ▶ Une étude auprès des experts concernés relative au traitement par TC-MI des Infections Respiratoires Supérieures (IRS) en pratique quotidienne et aux traitements les plus prescrits ;
- ▶ Une étude rétrospective au sein du NIH anglais démontrant que les centres de santé employant des praticiens ayant reçu une formation complémentaire en TC-MI avaient un taux inférieur de prescription AB à celui des centres ne pratiquant que la médecine conventionnelle, et ce, en particulier pour le traitement des IRS ;



- ▶ Une revue systématique et des études qualitatives sur la perception par les patients et médecins de divers pays européens sur l'utilisation des TC-MI et leurs convictions sur les maladies (cause, sévérité) et les traitements (efficacité, sécurité) impliqués ;
- ▶ La mise au point d'un outil « FeverApp Register Study », financé par le Ministère allemand de l'Enseignement et de la Recherche, pour aider les parents à faire face à un épisode fébrile chez leur enfant en espérant ainsi réduire l'usage inutile d'AB.

Les conclusions de ces travaux sont à l'heure actuelle les suivantes :

- ▶ Un aspect prometteur de la contribution des TC-MI dans le cadre de la réduction de la prescription antibiotique ;
- ▶ La contribution démontrée de la possibilité de réduire cette prescription d'AB dans les IRS ;
- ▶ La possibilité, mise en oeuvre par de nombreux praticiens, d'une prescription retardée des AB avec une période d'observation de l'évolution des symptômes sous TC avant prescription éventuelle d'AB.

Les défis présents d'EUROCAM sont maintenant :

- ▶ La poursuite de la publication de ces travaux dans des revues internationales à comité de lecture et haut facteur d'impact ;
- ▶ La finalisation d'une étude portant sur le retour d'expertise des médecins et des patients et un travail par « focus groups » (Alpha testing) ;
- ▶ La réalisation et la diffusion d'outils d'information adaptés au contexte national des Etats Membres pour les médecins et les patients (ex. Beta testing, études de faisabilité) ;
- ▶ A plus long terme, la démonstration de l'efficacité et de la sécurité des traitements les plus prometteurs pour les IRS et d'autres infections.

L'ensemble de ces travaux a déjà fait l'objet de plusieurs présentations dans des congrès internationaux et des séminaires dédiés, en particulier à Bruxelles, en présence de représentants des grandes institutions (OMS, ECDC, DG Santé, ...) et de parlementaires européens intéressés. Une candidature à un nouveau programme JPIAMR a été déposée dont le résultat n'est pas encore connu et un appel à bonnes volontés est bien sûr lancé par cet éditorial afin que la contribution des pays francophones soit plus que symbolique avec une forte implication des spécialités concernées dans les études et travaux à venir.

Philippe Hartemann
Professeur émérite de Santé publique